

# Les EGEB, le Ceraa, Habitat et Rénovation et Groupe One

## Compte-rendu de la table-ronde :

### **Nouveaux métiers de l'eau et entreprises sociales** ***Pour de Nouvelles rivières urbaines et autres approches de l'eau***

**Le 3 Octobre 2011 de 14h à 18h**

---

Les **Etats Généraux de l'Eau à Bruxelles** (EGEB) défendent l'idée que l'eau doit trouver une plus grande présence dans la cité. L'eau, en effet, depuis de nombreuses décennies a eu tendance à disparaître de nos espaces de vie (et de conscience) pour devenir une affaire de tuyauterie, de stockage ou d'épuration.

Un concept sous-tend cette volonté de rendre visible l'eau dans la ville et d'en faire une affaire d'aménagement du territoire : les **Nouvelles rivières urbaines**. Il s'agit de l'assemblage d'une diversité de techniques disponibles en termes d'aménagement urbain en lien avec l'eau.

Un tel concept permet aux habitants de renouer avec les cycles naturels dans l'environnement urbain, de réintégrer les écosystèmes et, en ce qui concerne les préoccupations des EGEB, de mieux gérer les eaux de pluie.

Par ailleurs, la ville durable, résiliente, est celle qui réussira à assurer ses fonctions sociales et économiques tout en intégrant la dynamique des écosystèmes dont elle fait partie. Cette préoccupation est celle du projet de développement économique **Brussels Sustainable Economy** (BSE) qui envisage que la ville durable est génératrice d'emplois à dimension environnementale.

C'est dans ce contexte et dans le souci de faire progresser cette réflexion que cette table-ronde a pris place. Les objectifs de cet événement étant de :

1. Initier un travail sur ces thématiques
2. Valider (ou non) l'idée qu'il y a un intérêt à développer des filières de métiers liés à l'eau
3. Soutenir l'idée auprès des pouvoirs publics qu'il y aurait un intérêt à développer ces nouveaux métiers et créer les conditions de leur développement
4. Commencer à repérer l'existant pouvant être valorisé et les manques en matière de création de nouvelles rivières urbaines
5. Repérer en dehors des NRU d'autres pistes de développement économique
6. Repérer les filières qui pourraient être porteuses d'avenir et les manques en terme de leur création
7. Envisager des scénarios de développement, les étapes à suivre et les acteurs à inviter

A l'issue de cet événement et par rapport aux objectifs, nous pouvons faire part d'une première analyse des résultats. Les premiers points découlent de l'organisation de l'évènement en lui-même et les points 4 à 7 ont été discutés en groupe de travail.



**Groupe One**  
Entreprendre pour  
l'Homme et la Nature



**ceraa**

Centre d'Etude, de  
Recherche et d'Action  
en Architecture asbl

Et avec le  
soutien de  
l'IBGE



### **Objectifs 1, 2 et 3 :**

L'organisation de l'évènement a initié les réflexions sur la thématique. La présence d'acteurs diversifiés et nombreux (architectes, urbanistes, missions locales, CPAS, centres de formation, cabinets politiques et députés – voir liste des participants) a prouvé qu'il y a un intérêt fort pour le développement de nouveaux métiers de l'eau basé sur la gestion alternative des eaux de surface en milieu urbain. La présence de politiques à l'évènement ainsi que cette note sont le début du dialogue à entreprendre avec ce niveau-là afin de dégager des pistes de soutien à ce secteur prometteur.

### **Objectifs 4, 5, 6 et 7 :**

Ces points furent abordés en groupes de discussion (3 groupes) au travers d'un travail en deux temps (voir programme). Une restitution de chaque moment a été réalisée en plénière afin que chaque participant bénéficie du travail de tous les groupes.

**Nombre de personnes présentes : 25 personnes provenant de milieux divers.**

### **Déroulement :**

#### **Temps 1 :**

Durant le premier moment de travail, les participants ont abordé les questions suivantes (le compte-rendu complet des ateliers se trouve en annexe) :

#### ***Où en sont les NRU à Bruxelles ?***

*De votre point de vue, quel est votre diagnostic de la ville dans la perspective des NRU ?*

1. *Quelles sont les bonnes pratiques actuellement ? (« on fait déjà ça »)*
2. *Quels sont les manques, besoins actuels ? (« il n'y a pas encore de... , pas assez de... »)*
3. *Quelles sont les éventuelles barrières ? (« ça bloque à tel et tel niveau »)*
4. *Quelles sont les opportunités ? (« il y a des choses qui évoluent dans le bon sens »)*

#### **1. Quelles sont les bonnes pratiques actuellement ?**

D'un point de vue positif, il existe déjà quelques exemples d'initiatives qui démontrent que ce genre d'approche et de concept commence à être pris en compte dans la Région de Bruxelles-Capitale. Celles-ci vont d'initiatives individuelles au niveau de la parcelle (toitures vertes, la désimperméabilisation d'arrière-cours et réhabilitation de citernes). Ce type d'initiatives est même soutenu par des primes soit au niveau régional soit communal. A un niveau plus stratégique, le développement des NRU est directement soutenu par le Plan Pluie et indirectement par les initiatives telles que les Agenda 21 ou les contrats de quartier durable.

#### **2. Quels sont les manques, besoins actuels ?**

Afin de voir un déploiement plus extensif des NRU, le manque le plus crucial est le manque de connaissances à ce sujet et ce, à tous les niveaux (institutionnel, technique, citoyen) et il n'existe aucune formation pour faire face à ce manque. Ce qui ressort aussi est qu'il manque une vision globale de gestion des écosystèmes de la ville et par conséquent, la problématique des NRU est peu traitée dans les projets d'urbanisme et d'architecture. Sur base de cette vision, des outils pourraient être développés : outils d'animation et d'éducation ; outils coercitifs (comme la PEB) ; outils d'accompagnement (tel que l'initiative Bâtiments exemplaires).

#### **3. Quelles sont les éventuelles barrières ?**



Le développement des NRU, outre les manquements actuels, risque d'être confronté à des blocages divers. Tout d'abord, et puisque ce sont des nouvelles techniques, le premier défi est de stimuler la demande pour ces NRU, tout en rassurant à propos de ces techniques sur lesquelles nous avons peu de recul (en tout cas en Belgique et à Bruxelles). Le manque de demande est étroitement lié au fait que les besoins en gestion de l'eau sont peu connus à l'échelle de la ville au niveau du citoyen (outre les inondations, on se repose sur la tuyauterie actuelle). Ceci indique une barrière mentale forte, l'eau ne pose pas trop de problèmes en ville, pourquoi s'en soucierait-on dès lors. Et dans le cas des inondations par exemple, on opte pour les solutions classiques, les grandes solutions d'ingénierie qui laissent peu de place pour d'autres approches diversifiées et qui offrent dans le même temps bien des avantages en matière paysagère, de vivre ensemble, etc..

La dispersion des compétences institutionnelles entre Région et Communes et au sein des institutions, entre administrations diverses, pose également un problème puisque ceci empêche d'avoir cette vision intégrée des politiques publiques. Ceci permettrait d'avoir un message et un soutien clair à propos de la gestion de l'eau similaire à celui dont la question énergétique a pu bénéficier ces dernières années. Ce manque de vision et d'engagement envers l'eau est peut-être aussi lié au fait que le retour sur investissement apparaisse (de prime abord) moins intéressant que pour l'énergie et ce tant au niveau public qu'individuel et privé. Mais cette impression a priori est due également au manque de vision globale.

#### **4. Quelles sont les opportunités ? (« il y a des choses qui évoluent dans le bon sens »)**

Puisque les NRU ne sont qu'aux prémices de leur développement, il faut saisir toutes les opportunités afin de faire progresser cette approche. Ces opportunités sont nombreuses et se trouvent à différents niveaux. Tout d'abord au niveau européen avec la directive cadre sur l'eau qui demande aux Etats membres de travailler par bassin versant. Au niveau régional, nous avons l'établissement de documents programmatiques ou stratégiques tels que Plan de Gestion de l'eau et le Plan Régional de Développement Durable qui permettraient de faire émerger de nouvelles approches de gestion de l'eau. Au niveau régional, on trouve également des outils tels que les Contrats de Quartier Durable qui permettent de travailler à une échelle pertinente pour les NRU, sans oublier les Agendas 21. Par ailleurs, la pertinence d'un rapprochement entre environnement et économie étant maintenant bien établie, le gouvernement bruxellois est en train de lancer la seconde Alliance Emploi Environnement qui a pour thème l'Eau. Enfin, le développement du maillage Vert et Bleu permettrait de soutenir les NRU.

D'autres aspects sont plutôt de l'ordre des arguments à faire valoir pour soutenir le développement d'une telle approche de l'eau dans la ville et souligner les opportunités qui apparaîtraient si les NRU se développaient. D'une manière générale, c'est l'ensemble des bénéfices que les NRU apportent (au-delà de la gestion de l'eau) qu'il faut mettre en avant. Ainsi, les NRU constituent un soutien à l'environnement au sens large : la biodiversité en ville, un gain de bien-être visuel et lieu de respiration pour les habitants, un meilleur maillage des espaces verts et bleu, etc.. A un niveau plus macro, une meilleure gestion de nos écosystèmes offre une meilleure résilience de la ville notamment en terme d'adaptation au changement climatique (meilleure utilisation de l'eau sur tout son cycle). Tout cela amène une plus-value directe aux habitants des villes.

Au niveau économique, un développement des NRU pourrait être l'occasion pour Bruxelles de devenir un pôle d'expertise en la matière. Associé à cela, il y aurait le développement de toute une industrie connexe : expertise, matériaux, équipements, etc. Industrie qui peut d'ailleurs très bien



s'appuyer et venir enrichir le secteur de la construction. Finalement, le déploiement des NRU peut s'avérer être une solution moins onéreuse que les grands ouvrages, aspect non négligeable en ces temps d'austérité budgétaire.

## Temps 2 :

Durant ce deuxième moment de travail, les participants ont abordé les questions suivantes :

1. *Quelles compétences valoriser, quelles nouvelles compétences, quelles formations ?*
2. *Quelles priorités, quelle répartition des actions, quelles entreprises / quels secteurs, quels partenariats / quelles alliances*

Durant de travail, il est vite apparu que, le sujet étant nouveau pour bon nombre de participants, il était difficile de cadrer les réflexions car le sujet était tout simplement très vaste. Néanmoins, cette discussion libre a été très riche et a permis de mettre en avant quelques grands axes.

- Il y a un grand besoin de travailler sur une vision de la ville globale qui intégrerait beaucoup plus les notions d'écosystème urbain et naturel afin de mieux valoriser les synergies entre les actions classiquement mises en œuvre par problématique environnementale (eau, déchets, air, etc.). Pour permettre cela, il faut travailler en équipe transdisciplinaire, associer les compétences et favoriser le dialogue entre les différents niveaux (de la région au quartier)
- L'autre grand axe identifié est de fortement renforcer la communication autour des NRU et de la gestion de l'eau afin de véritablement créer une dynamique similaire à celle qui existe autour de l'énergie. Il s'agit donc de mettre l'eau en haut de l'agenda en tant que priorité établie par tous (décideurs, concepteurs, particuliers, professionnels, citoyens). Il s'agit donc également de développer les formations/animations nécessaires à tous ces niveaux.
- Du point de vue économique, la perception est que, si une part importante doit se développer dans le cadre du secteur public, puisqu'il y est aussi question d'intérêt général et dès lors qu'il s'agit des métiers de l'eau liés aux grosses infrastructures de gestion de l'eau, il ne faut pas négliger de valoriser les entreprises et notamment celles en économie sociale car les NRU peuvent apporter de multiples entrées en termes d'emploi et d'entrepreneuriat. Les multiples approches qu'imposent les NRUs, le plus souvent décentralisées, de petite échelle et ne demandant pas de technologies ni lourdes ni pointues, supposent la création d'entreprises de petite taille ou la création d'emplois dans des entreprises existantes de petite taille.
- Un changement d'échelle s'impose aussi avec une approche beaucoup plus locale afin de maximiser les savoirs et les ressources (matérielles et humaines : personnes et dynamiques de groupe) à ce niveau. Les échelles du quartier et du bassin versant (ou du versant) semblent donc particulièrement pertinentes. Il faut donc également renforcer le travail à ce niveau tant en terme d'animation autour de l'eau que d'acquisition de connaissances (cartographie, histoire, etc.).
- Dès lors que la réflexion autour de l'eau aura pris une place plus centrale, la mise en place de nouvelles approches et initiatives intégrant l'eau sera plus courante. Ce n'est qu'à partir de ce moment-là que les nouveaux métiers de l'eau émergeront véritablement. Il faut donc véritablement amorcer la pompe.

- Néanmoins, ce moment n'est peut-être pas si éloigné dans le temps si l'on prend en compte trois grandes opportunités qui se profilent. Premièrement, le lancement de la deuxième Alliance Emploi-Environnement avec pour thème l'eau, qui stimulera certainement la dynamique bruxelloise autour de l'eau. Deuxièmement, le chantier de rénovation des égouts de Bruxelles pourrait permettre de passer d'un système unitaire à un système dual. Cette séparation aurait l'avantage de renforcer la gestion des eaux de ruissellement, donc de soutenir le développement des NRUs et par conséquent de permettre la création d'emplois locaux. Et troisièmement, avec les EGEB, il est proposé de travailler par Bassins versants pilotes, ce qui pourrait se confirmer dans un avenir relativement proche. Autant d'opportunités donc à saisir.



**Groupe One**  
Entreprendre pour  
l'Homme et la Nature



**Habitat  
&  
Rénovation**

**cera a**

Centre d'Etude, de  
Recherche et d'Action  
en Architecture asbl

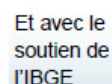
Et avec le  
soutien de  
l'IBGE



# Annexes

## Atelier 1 :

1. Quelles sont les bonnes pratiques actuellement ?		
Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ événements, informations (y compris les écoles)</li> <li>▪ impositions réglementaires (communes, région)</li> <li>▪ outils existent même si insuffisants</li> <li>▪ prise en compte de certains projets d'archi au niveau de la parcelle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ initiatives communales et régionales (plan PLUIE, A21, CQD, primes, incitants (toitures vertes, citernes)</li> <li>▪ réaménagements</li> <li>▪ obligations urbanistiques et environnementales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Toitures vertes</li> <li>▪ Zone de stationnement en pavé percolant (+/- 3 d'ages à XL – besoins d'évaluation)</li> <li>▪ Citernes (primes à la réhabilitation)</li> <li>▪ Valeur paysagère + production/stockage énergétique + valeur ludique → multi-usage</li> <li>▪ Désimperméabilisation des cours de maisons</li> <li>▪ Infiltration au pied de la gouttière</li> <li>▪ Maillage Bleu</li> <li>▪ Réglementation</li> </ul>
2. Quels sont les manques, les besoins ?		
Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ besoins d'informations &gt; plus de visibilité des outils / infos (accessibilité)</li> <li>▪ problématique peu traitée (ou de façon partielle) dans les projets (urbanistiques et architecturaux)</li> <li>▪ animation, éducation</li> <li>▪ insuffisance de formations spécialisées (émergent)</li> <li>▪ inclure les NRU dans l'accompagnement Batex</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ politiques, cadre légal clair et coercitif (// PEB)</li> <li>▪ manque d'experts, de support</li> <li>▪ formation</li> <li>▪ l'eau est invisible (ex : Flagey)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Manque d'information</li> <li>▪ Manque de visibilité (Médiatique !)</li> <li>▪ Manque de sensibilisation/vulgarisation</li> <li>▪ Besoins de vision globale de la ville</li> <li>▪ Travail sur l'acceptabilité (animations etc.)</li> <li>▪ Besoins en compétences (pluridisciplinarité sur toute la chaîne)</li> <li>▪ Expertise techniques</li> <li>▪ Besoin de transfert R&amp;D à l'application</li> <li>▪ Formations</li> </ul>
3. Quelles sont les barrières ?		



Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ besoin de moyens, d'actions « rouleau compresseur » à grande échelle</li> <li>▪ cahiers des charges n'allant pas dans le bon sens</li> <li>▪ manque de vision d'ensemble, intégrée de l'espace public (bon exemple de l'énergie : accompagnement, promotion, primes, priorités) &gt; peu de moyens pour l'eau</li> <li>▪ ROI moins flagrant (à 1<sup>ère</sup> vue) que pour l'énergie</li> <li>▪ politique « morcelée » entre le local, les communes, la région &gt; quel acteur à quel niveau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ enchevêtrement / dispersion vs vision d'ensemble des différents niveaux institutionnels / compétences</li> <li>▪ visibilité et clarté des messages</li> <li>▪ coût de la réhabilitation individuel (citernes) vs collectif</li> <li>▪ manque d'implication des techniciens dans le débat (absent lors de la table-ronde)</li> <li>▪ image négative de l'eau (inondations)</li> <li>▪ fontaines peu connues</li> <li>▪ demande (public et privé) et offre (surtout d'ordre public) peu connectées &gt; où sont les marchés ?</li> <li>▪ urbanisme de Bruxelles : domination des autres fonctions sur la voirie, notamment les voitures</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Le manque de demande actuelle</li> <li>▪ Le manque de connaissance sur les besoins de gestion de l'eau</li> <li>▪ Crainte de la nouvelle technique</li> <li>▪ Disparité entre l'amont et l'aval</li> <li>▪ Juridique (qu'est ce qui appartient à qui)</li> <li>▪ Manque de volonté / discussion au niveau politique (articulation région – communes et intercommunal)</li> <li>▪ Gestion de la propreté de ces NRU</li> </ul>

#### 4. Quelles sont les opportunités ?

Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ le sujet est abordé, on en parle (volet culturel et social)</li> <li>▪ crise contemporaine (problématique d'actualité) : ouvre des opportunités, une vision plus large des possibles</li> <li>▪ événements thématiques</li> <li>▪ publication de documents d'information</li> <li>▪ plus-value directe, perceptible de l'eau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ déjà nombreuses initiatives</li> <li>▪ végétalisation des sites propres de trams</li> <li>▪ citernes existantes</li> <li>▪ nombreuses actions de sensibilisation à la nature</li> <li>▪ contraintes budgétaires : NRU, solution à moindre coût</li> <li>▪ budgets affectés à l'eau : 1,5 milliard d'euros pour les égouts</li> <li>▪ AEE Eau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Place de parking comme lieu d'expérimentation</li> <li>▪ Agir sur les macro-structures : fond de vallée + crête</li> <li>▪ Identifier les espaces les plus pertinents (ex : étangs)</li> <li>▪ Les projets de réaménagements de l'espace publique</li> <li>▪ Prendre avantage des C.Q</li> <li>▪ Faire valoir les bénéfices connexes (équipement, matériaux...)</li> <li>▪ Utiliser le levier économique/emploi</li> </ul>



**Groupe One**  
Entreprendre pour  
l'Homme et la Nature



Habitat  
&  
Rénovation

cera a

Centre d'Etude, de  
Recherche et d'Action  
en Architecture asbl

Et avec le  
soutien de  
l'IBGE



<p>dans la ville (paysage, bien-être)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ prise de conscience des individus, voire des communautés locales</li> <li>▪ notion de résilience eau (approvisionnement) &gt; récupération, réutilisation, cycle local</li> <li>▪ contrats de quartier durables : échelle pertinente</li> <li>▪ réflexion par bassin versant : traverser les frontières institutionnelles (région, pays) &gt; transfrontalier &gt; pour une réflexion au niveau européen</li> <li>▪ PRDD : opportunité à saisir pour placer le sujet eau à l'agenda de la politique de la ville</li> <li>▪ AEE : économie locale, sociale, spécialisée et diversifiée, synergies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ cluster</li> <li>▪ liens avec la construction</li> <li>▪ relation win win avec la nature, la biodiversité &gt; approche écosystémique (ex des CQD, gestion des espaces verts)</li> <li>▪ PRDD : l'eau comme grille de lecture de l'aménagement du territoire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Devenir un pôle d'expertise</li> </ul>
--	--	---

## Atelier 2

<p><b>1. Quelles compétences valoriser, quelles nouvelles compétences, quelles formations ?</b>  <b>2. Quelles priorités, quelle répartition des actions, quelles entreprises / quels secteurs, quels partenariats / quelles alliances</b></p>		
Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ besoin d'une approche intégrée / transversale des compétences : exemples des toitures vertes (stockantes) = charpente + couverture + toitures &gt; croisement des compétences</li> <li>▪ importance des normes : on fait de la toiture verte comme de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ manque de connaissances : elles existent mais ne sont pas reliées</li> <li>▪ manque de mise en œuvre même s'il existe des initiatives à valoriser via : 1) animations ; 2) mises en commun ; 3) prises de risque financières &gt;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mission locale → formation technique</li> <li>▪ Education citoyenne</li> <li>▪ Besoins/réalités locales</li> <li>▪ Formation locale + transférable</li> <li>▪ Sensibilisation</li> </ul> <p>Priorité</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Créer l'émulation/dynamique</li> <li>▪ Soutien législation</li> </ul>



Et avec le soutien de l'IBGE



<p>l'étanchéité &gt; il faut être pluridisciplinaire mais suffisamment formé à respecter les techniques</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ manque de compréhension des recoupements (niveau archi et urba), via études préalables, formations</li> <li>▪ lien fort avec cadre réglementaire : politique puis administratif &gt; tous ces acteurs doivent être (in)formés ; l'administration rend des avis sur les projets sans avoir de compétence technique particulière</li> <li>▪ outils existants : diffusion, visibilité à assurer ; point essentiel vu l'absence de cadre global intégré &gt; l'eau est traitée par les autorités sous un angle macro (division eau de l'IBGE) mais non technique (comme sous l'angle de l'écoconstruction)</li> <li>▪ besoin de spécialiser les connaissances techniques sur l'eau et de les rendre appropriables / transférables</li> <li>▪ maisons de l'écologie et de l'énergie pour informer à l'échelle des quartiers / collectivités par bassin versant</li> <li>▪ besoin de plus d'experts, d'accompagnants,</li> </ul>	<p>peur de l'imprévu &gt; montrer que c'est faisable</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ intérêt des grandes prises de risque : plus faciles à valoriser car capacité à faire un vrai diagnostic</li> <li>▪ investir : connaissances, monitoring, surveillance</li> <li>▪ former / formation continue : services techniques (communes et autres)</li> <li>▪ comment diffuser l'information : Bruxelles Environnement, facilitateurs, communication, bases/banques de données (techniques, pratiques), connaissances sur le territoire (cartographies)</li> <li>▪ associer les compétences / dialogue : coordination (quartier, bassin versant), cartographie / vision globale</li> <li>▪ valoriser les entreprises (classiques et sociales) : compétences nécessaires mal identifiées, mal perçues car techniques pas toujours utiles &gt; moins de technicité = opportunité pour l'économie sociale</li> <li>▪ accompagnement des quartiers</li> <li>▪ « plus d'intelligence et</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Secteur partenariat</li> </ul> <p>Secteur/partenariat</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Commune</li> <li>▪ Comité d'habitation</li> <li>▪ Milieu associatifs</li> <li>▪ Privé ex : commerçants pour ouvrir parking</li> <li>▪ Artisan locaux</li> <li>▪ Professionnel de l'emploi</li> <li>▪ Besoin de coordination</li> <li>▪ Des expertises techniques</li> <li>▪ Le milieu associatifs/animations</li> <li>▪ Sensibilisation/éducation</li> <li>▪ Communication</li> <li>▪ Agent de développement local</li> </ul> <p>Nouveau</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Facilitateur Eau</li> <li>▪ Plateforme d'échange</li> <li>▪ Action manager Eau</li> <li>▪ Diagnostiqueur de quartier (physique + socio + historique)</li> <li>▪ Gestionnaire des NRU (sur espaces publics) – comme les gardiens de parc</li> </ul>
---	--	--



**Groupe One**  
Entreprendre pour  
l'Homme et la Nature



**Habitat  
&  
Rénovation**

**cera a**

Centre d'Etude, de  
Recherche et d'Action  
en Architecture asbl

Et avec le  
soutien de  
l'IBGE



<p>d'informateurs / formateurs</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ besoin d'entretenir les aménagements (gestion et suivi à long terme) : (in)former les gestionnaires et/ou occupants</li> <li>▪ priorité sur : 1) marchés publics (grande échelle) : espace public, bâtiments des collectivités ; 2) projets des particuliers (petite échelle) : petits ouvrages et do it yourself</li> <li>▪ publics à former : <ul style="list-style-type: none"> <li>1) décideurs et 2) concepteurs / bureaux d'étude : ambitions, objectifs, transversalité, définition des besoins</li> <li>3) corps de métier : approche technique intégrée, fonctionnement en bouwteam, coconception</li> <li>4) main d'œuvre et clients particuliers : (auto) gestion, moyens, auto-construction, résilience</li> <li>5) en amont : universitaires, hautes écoles, techniciens &gt; montrer les différents angles d'entrée de l'eau (différents domaines concernés)</li> </ul> </li> </ul>	<p>moins de matière »</p>	
---	---------------------------	--



**Groupe One**  
 Entreprendre pour  
 l'Homme et la Nature



**Habitat  
 &  
 Rénovation**

**cera a**

Centre d'Etude, de  
 Recherche et d'Action  
 en Architecture asbl

Et avec le  
 soutien de  
 l'IBGE

